



Jeunes et vulnérables: relever le défi de l'emploi

Les jeunes travailleuses et travailleurs constituent le chaînon le plus vulnérable du marché du travail. Confinés dans des emplois mal payés, précaires, voire dangereux, ils sont victimes d'inégalités, d'insécurité et de marginalisation croissantes. Que doivent faire les syndicats pour relever le défi de l'emploi chez les jeunes? Pistes d'action et témoignages.

Partout, le chômage des jeunes est élevé et ne cesse de croître. Selon les estimations de l'OIT, il touche 88 millions de jeunes dans le monde. En 1993, le taux de chômage chez les jeunes à l'échelon mondial était de 11,7%. Aujourd'hui, il atteint 14,4%. Dans beaucoup de pays, les femmes sont plus touchées par le phénomène que les hommes. Le chômage est aussi particulièrement élevé dans les pays où un pourcentage important de la population est peu âgée. La situation atteint des proportions très inquiétantes au Moyen-Orient et en Afrique du Nord où 26% des jeunes se trouvent au chômage. En Afrique subsaharienne, le taux de chômage des jeunes s'élève à 21%.

Alors que partout dans le monde, le chômage chez les jeunes atteint des proportions extrêmement élevées, les statistiques ne donnent aucune indication sur le type d'emploi qui leur est généralement réservé. Or, le problème est autant un problème de sous-emploi que de chômage. Les jeunes constituent le gros de la main-d'œuvre pauvre du monde. Selon les estimations de l'OIT, 130 millions de jeunes travailleuses et travailleurs touchent un salaire équivalent à moins d'un dollar US par jour. Le rapport mondial de la jeunesse 2003 de l'ONU avance, quant à lui, le chiffre nettement plus élevé de 238 millions.

La vaste majorité des jeunes travaille dans le secteur informel de l'économie, où ils prestent des horaires très longs et exercent des tâches mal payées et dégradantes. En Afrique, 93% des nouveaux emplois créés se situent dans ce secteur et sont, dès lors, non protégés. En Amé-



Photo OIT

rique latine, les salaires pratiqués dans le secteur informel équivalent, dans le meilleur des cas, à la moitié des salaires de l'économie formelle.

Des dizaines de millions d'enfants en âge d'aller à l'école sont en outre forcés de travailler. On estime leur nombre à 246 millions. Ils n'obtiendront très certainement que des emplois de mauvaise qualité lorsqu'ils seront adultes. L'UNICEF précise que près de 70% de ces enfants travaillent dans des conditions dangereuses – mines, produits chimiques ou machinerie lourde. Beaucoup de jeunes filles sont embauchées

en tant qu'employées de maison, comme en Haïti. Ces filles sont particulièrement exposées aux abus sexuels et aux mauvais traitements de la part de leurs patrons. Le trafic d'enfants est très répandu, ses victimes sont contraintes à la prostitution et à la servitude pour dette. Soixante millions d'enfants travaillent comme agriculteurs, domestiques, ouvriers textiles et casseurs de pierres.

Les jeunes sont bien plus susceptibles que leurs collègues plus âgés d'être privés de toute protection sociale ou légale. Leurs droits à la liberté d'associa-

← SUITE DE LA PAGE 1

tion et à la négociation collective sont sévèrement compromis. Employés sous contrats à court terme, voire sans le moindre contrat, la plupart cessent d'être protégés dès qu'ils quittent le périmètre de l'usine. Des millions de jeunes, tant dans les pays développés qu'en développement, sont confinés à des emplois temporaires ou à temps partiel. En Europe, le taux de jeunes italiens, français et suédois obligés d'accepter un travail à temps partiel peut atteindre plus de 50%.

Relever le défi de la création d'emplois décents pour les jeunes requiert un large éventail de réformes et d'interventions politiques. Il n'existe pas de solution universelle. Le dogme de la flexibilité comme solution à tous les maux a cruellement échoué sur le plan de la création d'emploi et du travail décent. Sa promotion au sein de programmes d'ajustement structurel appliqués à une série de pays en développement a conduit à l'essor de l'économie informelle et au démantèlement des emplois du secteur public et des services publics essentiels. Il a, du même coup, exacerbé la pauvreté et l'inégalité des revenus.

Les réformes politiques doivent être fondées sur un ensemble de mesures visant à la promotion de la croissance et des possibilités d'emploi pour les jeunes. Les conclusions de la rencontre tripartite de l'OIT sur l'emploi des jeunes, qui s'est tenue à Genève en octobre 2004 et qui ont reçu l'appui des syndicats, intègrent des politiques et des programmes destinés à faire de l'emploi décent et productif une priorité. Elles incluent:

- L'accès à l'enseignement universel, gratuit et de qualité pour les niveaux primaire et secondaire ainsi que l'investissement dans la formation professionnelle et l'éducation continue.
- Des initiatives et des programmes incitant à augmenter les offres d'emploi s'adressant aux jeunes, et notamment aux jeunes défavorisés.
- La reconnaissance du droit des jeunes travailleurs au travail décent.
- La création d'entreprises et la promotion d'emplois indépendants productifs et durables comme sources

d'emploi décent pour les jeunes.

- La mise à disposition de services d'emploi, d'orientation et de conseil professionnel, notamment un service d'information sur le marché de l'emploi et une assistance carrière.
- Des politiques salariales qui garantissent aux jeunes un salaire juste et équitable pour un travail productif, ainsi que des politiques de promotion de la liberté d'association, de la négociation collective et de conditions de travail saines et sûres.
- Le renforcement mondial des réseaux existants de jeunes entrepreneurs, de coopératives et de jeunes syndicalistes.

L'emploi des jeunes est devenu une priorité politique des syndicats et constitue désormais un agenda d'action à part entière. A l'échelle internationale, notamment lors des tractations avec les institutions financières, la CISL et les Global Unions préconisent la prise en considération des recommandations contenues dans le rapport de la Commission mondiale du BIT sur la dimension sociale de la mondialisation. Aux échelons national et régional, les syndicats, en collaboration avec les gouvernements et les employeurs, préconisent des stratégies visant à favoriser la croissance économique et un emploi de qualité pour les jeunes.

De nombreux autres syndicats pourraient s'attaquer au défi du travail décent en se servant de l'abondance d'exemples de bonnes pratiques. Les quelques exemples ci-dessous illustrent les possibilités d'action qui se présentent aux syndicats dans quatre domaines en particulier : l'employabilité, l'information sur l'emploi, la création d'emploi et la protection légale.

Employabilité – Que ce soit dans le cadre de campagnes de promotion de l'accès à une éducation primaire universelle de qualité ou de l'apprentissage de compétences de base au niveau de leurs structures propres, les syndicats aident les enfants et les adultes à développer leurs compétences pour le travail. Au Burkina Faso, par exemple, une centrale syndicale organise des cours d'alphabétisation pour des jeunes filles dont les parents n'ont pas suffisamment de

moyens pour les envoyer à l'école. Au Royaume-Uni, le TUC coordonne un réseau de programmes qui aident les syndicats à négocier la formation et l'apprentissage continu au travail.

Information sur l'emploi – Les syndicats, en collaboration avec les interlocuteurs sociaux, participent à l'élaboration de programmes tremplins pour permettre l'accès des demandeurs d'emploi au marché du travail. En Israël, la confédération des travailleurs HISTADRUT veille à ce qu'un secrétaire syndical soit affecté à chaque école soumise à la Loi de l'Apprentissage. Ce secrétaire syndical est chargé d'informer les étudiants de leurs droits dans l'emploi.

A Singapour, le Congrès national des syndicats (NTUC) a mis sur pied une Bourse du travail qui agit en tant que centre de placement polyvalent équipé d'un service de conseil et de formation à l'intention des demandeurs d'emploi, de liens Internet renvoyant à des consultants, ainsi que d'un réseau de 1.000 employeurs syndicalisés. Le NTUC remplit en même temps la fonction de secrétariat du Programme national de recyclage des compétences.

Création d'emploi – Au Brésil, les trois centrales syndicales ont collaboré avec le gouvernement du président Lula à l'élaboration du *Primeiro Emprego*, nom donné au plan d'action national pour la promotion de l'emploi des jeunes. Ce plan envisage la création de 260.000 emplois pour la catégorie des 16-24 ans. Il est en outre prévu de fournir une formation et une assistance à 600.000 jeunes dans le cadre d'un programme de création de micro-entreprises.

Le réseau euro-méditerranéen de syndicats des jeunes (EMYTUN) a récemment procédé au lancement d'une campagne sur l'emploi des jeunes. Cette campagne vise à promouvoir l'importance de la création d'emploi pour les jeunes de la région euro-méditerranéenne.

Protection légale – Il s'agit du véritable moteur de l'activité syndicale. Le mouvement syndical a répondu au défi de l'emploi des jeunes en revendiquant une protection accrue des droits des jeunes travailleuses et travailleurs, notamment celles et ceux qui travaillent dans l'économie informelle. A ce titre, la centrale syndicale de Hong Kong cherche à obtenir une réforme législative du code du travail pour y inclure la protection des travailleurs temporaires et à temps partiel. En Australie, la centrale ACTU a mis sur pied une campagne intitulée *"Call Central"*, pour assurer que le secteur des centres d'appels, dont la main-d'œuvre est majoritairement jeune, respecte les principes de base d'un emploi de qualité. ●

- Une personne sur cinq dans le monde est âgée de 15 à 24 ans. 85% de ces personnes vivent dans des pays en développement.
- Le chômage touche 88 millions de jeunes, dont 75 millions dans des pays en développement.
- La probabilité de se retrouver au chômage est trois fois plus élevée pour un jeune que pour un adulte.
- Le sous-emploi touche un grand nombre de jeunes. Il est estimé que 130 millions de jeunes travailleuses et travailleurs touchent moins d'un dollar par jour.

Source: OIT

Organiser les jeunes travailleurs à travers le monde

Dans le monde entier, de nombreux syndicats ont pris des mesures radicales pour contrer le déclin chronique des effectifs syndicaux. Beaucoup d'autres pourraient s'inspirer des différentes méthodes utilisées par ces syndicats pour encourager les jeunes à s'affilier.

En 2002, le syndicat grec COSMOTE est arrivé à tripler le nombre des membres de ses call centres grâce à une campagne de recrutement dynamique menée par des jeunes femmes syndicalistes. Affilié à la fédération syndicale mondiale UNI, COSMOTE a convaincu le personnel majoritairement féminin de ces call centres de s'affilier au syndicat, après avoir réussi à faire aboutir une série de négociations en matière de droit de la maternité et de la famille.

COSMOTE n'est qu'un exemple parmi d'autres de la tendance croissante des syndicats à réaffirmer leur influence en augmentant le nombre de leurs affiliés, en organisant efficacement les lieux de travail, et en renforçant les conventions collectives. Dans les années 90, la chute du nombre d'affiliés avait poussé les syndicats à repenser leur approche via, notamment, le recrutement de nouveaux travailleurs et à rénover des pivots traditionnels de leurs actions, tels que les liens politiques et la convention collective.

De nombreux syndicats ont explicitement orienté leurs efforts vers les jeunes. Souvent, les syndicats sont perçus par les jeunes qui arrivent sur le marché de l'emploi comme peu pertinents et dépassés. Beaucoup de jeunes ne travaillent pas dans des secteurs où les syndicats sont traditionnellement implantés. Ils peuvent être chômeurs, travailleurs à temps partiel, employés dans des industries où les emplois ne sont pas sécurisés et sont mal payés – généralement hors de portée du mouvement syndical.

Les jeunes ont souvent été les pionniers des efforts entrepris pour favoriser des changements et régénérer l'affiliation aux syndicats. Ces jeunes qui travaillent comme membres de bureaux responsables de la jeunesse - recrutés directement comme organisateurs des syndicats ou travaillant comme représentants des syndicats pour revitaliser les sections syndicales -, mettent à profit leur expérience et la compréhension qu'ils ont de leur propre génération pour amener d'autres jeunes à s'affilier.

DES ÉCOLES POUR APPRENDRE À SYNDICALISER

Les centrales syndicales nationales des pays industrialisés ont mis sur pied des « écoles de syndicalisation ». Ces centres de formation enseignent aux jeunes des techniques de recrutement adaptées aux lieux de travail nouvellement établis ou à des secteurs où les syndicats sont traditionnellement bien implantés. La durée et l'orientation des cours varient. Certains s'étendent sur trois semaines comme les stages d'été gérés par le Congrès du travail du Canada (CLC) via son programme "Solidarity Works!" ou sur un an comme à "l'Académie syndicale" gérée par le Congrès des syndicats britanniques (TUC).

Tout en reconnaissant la contribution de certains facteurs politiques et économiques, les dirigeants syndicaux attribuent souvent une partie du renouveau syndical au succès de leurs écoles d'organisation.

Le TUC indique que, depuis l'ouverture de ses portes en 1998, son académie a formé quelque 150 nouveaux recruteurs qui, en collaboration avec des représentants sur le terrain, ont inscrit 30.000 nouveaux membres. Le TUC a également lancé un nouveau site web, work-SMART, qui est un système d'informations détaillées sur les droits au travail et un outil

de recrutement de membres potentiels.

Mandy McDowall, dont le poste à l'Académie syndicale du TUC avait été parainé par le PCS, syndicat des services civils et publics, explique comment les jeunes syndicalistes doivent renforcer l'organisation syndicale existante sur le lieu de travail s'ils veulent réussir. "J'ai utilisé les compétences acquises à l'académie pour encourager les branches peu syndicalisées à mettre sur pied des comités pour organiser leur personnel. Nous avons tellement bien réussi que dans une section de l'*Inland Revenue* (taxes), nous avons pu recruter 360 nouveaux membres pendant ma première année d'activités. J'ai également tiré profit de mes compétences quand j'ai abordé l'organisation de campagnes dans des secteurs sans aucune présence syndicale, où nous devions commencer à zéro." (1)

Il n'est pas étonnant que le recrutement de jeunes syndicalistes à l'intérieur de structures syndicales établies provoque souvent des frictions. La tension entre jeunes gens et jeunes femmes qui "veulent seulement que le travail soit fait" et d'autres militants qui possèdent des années d'expérience de travail dans les syndicats a provoqué au sein de ces derniers des débats quant à la meilleure façon de concevoir la renaissance des syndicats. Le jeune militant canadien Pablo Godoy, formé par le programme "Solidarity Works!" du CLC, a déclaré dans une interview récente (2) qu'il avait envers le mouvement syndical "une fidélité plutôt circospecte". Il est impressionné par le travail de ceux qui oeuvrent dans le mouvement syndical, mais il est également déçu par l'inégalité qu'il y perçoit: "Alors que ces mouvements sont spécialement sensibles aux inégalités qui existent dans le monde, ils ignorent totalement les injustices qui sévissent dans leur propre travail".

L'ÉCONOMIE INFORMELLE

Alors que peu de syndicats possèdent les ressources nécessaires pour mettre sur pied des écoles syndicales, bon nombre d'entre eux trouvent d'autres moyens pour développer la capacité d'organisation du syndicat. Des responsables de premier rang et des syndicalistes sur le terrain montent des campagnes dont l'enjeu est d'organiser les travailleurs dans les secteurs économiques en croissance tels que l'économie informelle et les zones franches d'exportation, où les syndicats sont largement absents.

L'immense majorité des jeunes travaillent dans le secteur informel. En Inde, plus de 90 pour cent des femmes qui ne sont pas employées dans l'agriculture tra-

La CISL récompensera le syndicat qui recrutera le plus de jeunes

Ce prix sera offert au syndicat qui aura atteint un résultat exceptionnel dans l'organisation des jeunes travailleurs. La CISL espère que ce prix mettra en relief la meilleure pratique dans l'organisation des jeunes travailleurs et encouragera d'autres syndicats à adopter des stratégies de campagne fructueuses destinées aux jeunes.

Tous les membres de la CISL sont éligibles. Les formulaires d'inscription et d'information peuvent être obtenus auprès de Yvonne O'Callaghan, tél. +32 224 0328 ou e-mail

yvonne.o'callaghan@icftu.org
Date limite pour l'inscription: le 31 septembre 2005.

Les candidats seront départagés par un sous-groupe du Comité des jeunes de la CISL et le nom du gagnant sera rendu public le 1er décembre 2005.

← SUITE DE LA PAGE 3

vaillent dans le secteur informel. En Afrique, 93% de tous les nouveaux emplois se situent dans ce secteur (3). La croissance du secteur informel est rapide, et les jeunes sans emploi sont de plus en plus souvent obligés de trouver du travail dans des petites sociétés non enregistrées, dans des entreprises familiales, à domicile, ou de devenir travailleur indépendant.

Certains syndicats ont pris des initiatives spécifiques dans le but d'organiser les travailleurs du secteur informel. Hakeima Ahmad Al-Rukhmiu, chef de la section des femmes du syndicat yéménite GFWTUY décrit comment son syndicat a mis en place des comités dont l'activité est concentrée exclusivement sur les femmes dans l'économie informelle. Les comités organisent des séances d'initiation des femmes à la prise de conscience de leurs droits et à l'articulation de leurs besoins. "Nous partons des revendications qu'elles formulent et les aidons, par exemple, à mieux organiser la production et la distribution de leur artisanat. Cette méthode a fait ses preuves: nous avons réussi à les motiver pour qu'elles s'affilient au syndicat."

Au Burkina Faso, les femmes du secteur marchand bénéficient d'un plan d'investissement géré par le syndicat national ONSL pour s'assurer sécurité financière et indépendance. A Ouagadougou, le *Women's Literacy and Small Business Centre* (Centre pour l'alphabétisation des femmes et les petites entreprises) offre des formations et des avis en matière d'entreprises ainsi que de l'équipement aux travailleuses indépendantes occupées dans les secteurs du tissage, de la broderie et de la production de savon. Deux coopératives, un plan de crédit bancaire et une



banque des céréales ont renforcé la sécurité financière des femmes, et des centaines d'entre elles se sont affiliées au syndicat depuis l'ouverture du centre.

En Europe également les syndicats réagissent au défi posé par le secteur informel. La République de Bosnie-Herzégovine met tout en oeuvre pour se relever du conflit sanglant des années 1992-95. Alors que plus de la moitié des travailleurs sont sans travail, la confédération des syndicats bosniaques SSS BiH se trouve devant la tâche ardue d'organiser les jeunes. Lejla Causevic, qui travaille au département de la jeunesse, décrit comment son syndicat tente de rallier les jeunes avant qu'ils n'accèdent au marché de l'emploi. La confédération gère un projet visant à augmenter les chances de trouver du travail pour les étudiants des universités. "Nous leur apprenons à rédiger

des projets, des plans d'investissement. Ensuite nous leur enseignons le management, les lois et le droit du travail. Jusqu'à présent, nous avons eu beaucoup de chance, quelques-uns ont vraiment lancé leur petite entreprise."

ZONES FRANCHES D'EXPORTATION

Les syndicats deviennent plus avisés dans l'organisation du secteur informel, mais l'approche des travailleurs dans les zones franches d'exportation est nettement plus difficile. Ces zones, qui emploient dans le monde entier pas moins de 42 millions de personnes, sont devenues des instruments importants de la politique économique de nombreux pays. Les gouvernements attirent les investisseurs en leur offrant des avantages financiers et un environnement réglementaire très libéral en échange de création d'emplois et de revenus à l'exportation. Les travailleurs de ces zones sont principalement des jeunes femmes célibataires âgées de 18 à 25 ans. Les conditions précaires, l'hostilité des employeurs aux syndicats et la fragilité de l'investissement dans ces zones empêchent les syndicats de s'y implanter.

Les employeurs ont souvent recours à la menace du licenciement pour contrôler leurs effectifs. Peu de travailleurs de ces zones possèdent un contrat d'emploi à long terme. Des contrats à court terme sont utilisés pour assurer la flexibilité de l'embauche et du licenciement et pour éviter les frais engendrés par la maternité et le chômage. Dans certaines zones, les travailleurs vivent dans un climat d'insécurité et de peur parce que leur activité est soumise au renouvellement de contrats à court terme allant de 28 jours à trois mois. Les contrats à court terme permettent aux employeurs de brandir la menace du licenciement dès que les travailleurs s'engagent dans des activités syndicales.

On découvre toutefois quelques exemples de réussite d'activités syndicales dans

Solidarity WORKS!

"Solidarity WORKS!" (La solidarité, ça MARCHE!) est un programme conjoint du Congrès du travail du Canada et des Fédérations du Travail. Il s'agit d'un programme de formation (payée) de trois semaines centré sur l'éducation sociale et le développement des compétences militantes. Il est destiné à des jeunes travailleurs de 26 ans et moins.

Pendant la première semaine, des jeunes travailleurs se réunissent dans un lieu propice à l'étude (de type retraite) pour discuter de certains thèmes et apprendre des techniques sur les sujets suivants:

- Les droits sur le lieu de travail
- L'histoire de la justice sociale au Canada
- L'organisation anti-oppression pour

les syndicats et dans la communauté

- Les aspects économiques et les impacts de la globalisation des entreprises

Ce séminaire utilise des principes et des techniques populaires d'éducation. Les participants passent aussi environ deux semaines en stage auprès de syndicats et d'organisations spécialisés dans la justice sociale.

Depuis l'été 99, plus de 170 jeunes travailleurs ont participé au programme qui se déroule maintenant à Toronto, Calgary, Edmonton, Regina, Saskatoon, et Vancouver. De nombreux jeunes travailleurs qui ont participé à Solidarity WORKS! ont œuvré à des changements radicaux dans les syndicats, sur les lieux de travail et dans leurs communautés.

.....
 Pour plus d'informations, consultez
www.clc-ctc.ca

ces zones. L'accord conclu à l'entreprise de confection Corazón dans la maquila de San Pedro Sula, au Honduras, est la preuve de la puissance de la solidarité syndicale internationale et de l'engagement opiniâtre de l'équipe de recruteurs de la fédération syndicale internationale des travailleurs du textile et de l'habillement, FITTHC.

DES COALITIONS QUI RENDENT PLUS FORT

Pour être efficaces, les syndicats ont besoin de pouvoir. Un grand nombre d'entre eux, en particulier ceux qui opèrent dans des climats politiques hostiles, ont formé des coalitions avec des groupes militants et des mouvements populaires pour consolider leur base de pouvoir.

De nombreux exemples proviennent du secteur de la confection où les syndicats ont rallié les ONG de défense des droits sociaux pour condamner les conditions inhumaines dans lesquelles vivent les travailleurs du textile dans les pays en développement. En s'appuyant sur le pouvoir des consommateurs et le réseau Internet, ces alliances ont réussi à mettre en difficulté des entreprises très connues telles que Nike et Liz Claiborne et, par-

tant, à les obliger à assumer leurs responsabilités en matière de normes du travail chez leurs fournisseurs.

La campagne Play Fair at the Olympics est un exemple récent de la manière dont la solidarité internationale peut faire pression sur des multinationales pour qu'elles améliorent leur comportement. Cette campagne, parrainée par OXFAM, la campagne Clean Clothes et les Global Unions a été menée en 2004 par le biais d'un éventail d'actions destinées à mettre en lumière les conditions de travail épouvantables auxquelles sont soumis des centaines de milliers de travailleurs de l'industrie des vêtements de sport.

John Kelly, professeur d'université britannique, a souligné dans un article récent⁽¹⁾ la puissance des coalitions au niveau des campagnes locales. Dans des villes à travers les Etats-Unis, une coalition de syndicats, conseils sociaux, organisations religieuses et groupes communautaires a réussi à faire augmenter les salaires des travailleurs les moins bien payés grâce à une campagne pour le minimum vital. Cette campagne, lancée à Baltimore en 1994, avait pour but d'améliorer les salaires et les conditions de travail des travailleurs employés par les compagnies qui décrochent des contrats importants

auprès des autorités locales. Les syndicats ont gagné le soutien de groupes locaux parce qu'ils ont formulé leurs revendications en termes de justice sociale.

Beaucoup d'autres exemples démontrent que les structures importantes et à facettes multiples des syndicats sont la source d'une force immense. Les syndicats possèdent le potentiel nécessaire à la construction d'alliances locales, nationales, régionales, globales et sectorielles puissantes avec d'autres syndicats et avec des organisations externes au secteur du travail. Le travail accompli par les syndicats dans le domaine du VIH/SIDA en Afrique n'est qu'un exemple parmi d'autres de la manière dont les syndicats peuvent ignorer les lignes de démarcation traditionnelles et étendre la collaboration à travers les frontières sectorielles et géographiques. Quelle réponse au défi de la globalisation pourrait-elle être plus appropriée ? ●

-
- (1) Cité sur le site web www.tuc.org.uk
 (2) Etude de cas par njeri-damali campbell publiée sur le site web CLC www.clc-cta.ca
 (3) Women in Informal Employment: Globalising and Organising, WIEGO. 2001
 (4) Union Revival – Organising around the world. John Kelly. TUC. 2002

Yvonne O'Callaghan Coordinatrice des jeunes de la CISL



Avant de rejoindre la CISL en 2001, Yvonne travaillait en tant qu'infirmière en Irlande. Elle était également une militante syndicale très active au sein du *Irish Nurses' Organisation*. "Lorsque j'étais étudiante en infirmerie, j'étais membre active dans la section des jeunes du syndicat. J'étais très engagée au sein du syndicat et dans les mouvements de grève qui avaient lieu à l'époque. J'étais vice-présidente de la section étudiante et membre du Comité des jeunes de la centrale syndicale nationale.

Aujourd'hui, Yvonne occupe le poste de secrétaire du Comité des jeunes de la CISL. Elle travaille aux côtés des membres du comité pour mieux faire entendre la voix des jeunes dans les forums internationaux qui abordent leurs problèmes. Ses préoccupations principales sont que le travail décent et la liberté syndicale figurent au centre de l'agenda politique international.

Le Comité des jeunes de la CISL est la structure officielle de la CISL chargée de promouvoir les questions afférentes à la jeunesse au sein de la CISL. Il est considéré comme le principal organe compétent pour définir les perspectives des jeunes et défendre leurs intérêts sur un plan syndical. Initialement mis sur pied comme un organe consultatif chargé d'informer la CISL sur les questions relatives à la jeunesse, le Comité des jeunes a acquis un statut à part entière cette année après avoir été formellement intégré à la constitution de la CISL. "Avant le Congrès mondial de la CISL en 2004, l'existence du Comité des jeunes était soumise à l'approbation du Comité exécutif de la CISL", explique Yvonne. "A présent, le Comité fait partie intégrante de la constitution de la CISL et la jeunesse a renforcé son assise politique et sa représentation à l'intérieur de la CISL."

Une journée de travail normale pour Yvonne consiste à répondre aux questions des affiliés concernant le travail des enfants, l'organisation et le travail décent, à correspondre avec la fédération des employeurs concernant les dispositions préparatoires pour la Conférence internationale du travail (CIT), ainsi qu'à s'assurer que les priorités de la jeunesse et du travail décent soient adéquatement reflétées dans les politiques et les programmes émanant d'institutions internationales comme la Banque mondiale et l'OIT. Le fait que "l'emploi des jeunes" ait été choisi comme thème de la CIT cette année tombe à point nommé pour les syndicats. Yvonne espère que de nombreuses autres organisations syndicales parviendront à faire la différence dans ce domaine. "Il incombe aux syndicats d'interpeller les employeurs et les gouvernements et de mettre en œuvre des stratégies concrètes par le biais du dialogue social pour faire avancer la question de l'emploi des jeunes et la lutte pour l'abolition de la pauvreté. Ils devront lutter pour l'avancement de l'agenda du travail décent au bénéfice de tous les travailleurs, et plus particulièrement partout où les jeunes constituent la majorité de la main-d'œuvre, comme au Moyen-Orient et en Afrique."

FAIRE ENTENDRE LA VOIX DES JEUNES SYNDICALISTES

Palestine: "la société de demain devra se faire avec nous"

Portrait de Nareman Ibrahim Farag Allah, responsable des programmes sur radio-PGFTU.

Nareman Ibrahim Farag Allah a 26 ans. Deux fois diplômée de l'enseignement supérieur, en arts plastiques et en technique audiovisuelle, elle est depuis un an responsable des programmes sur radio-PGFTU, "La Voix des travailleurs palestiniens". Cette fréquence syndicale, diffuse, depuis 2002, sur toute la bande de Gaza des émissions sur des sujets aussi variés que le droit du travail, la situation politique, économique et sociale, la religion, la santé ou l'évolution des mœurs. "La crise économique de grande ampleur qui nous frappe depuis septembre 2000 a eu pour effet d'imposer la participation de la femme aux rentrées financières du ménage", explique-t-elle. "De plus en plus nombreuses sont donc celles qui, comme moi, désormais travaillent. Une révolution qui va changer le regard que la société nous porte, j'en suis convaincue".

Comme pour ses treize frères et sœurs avec qui elle a grandi dans le camp de réfugiés d'El Burej, camp situé dans la zone centrale de la bande de Gaza, l'éducation a toujours été une évidence pour Nareman: "L'éducation et l'emploi, avec ou sans enfants", précise-t-elle. "Nous représentons la moitié de la société. Plus de la moitié même, si l'on en exclut tous les hommes -jeunes et moins jeunes- qui en Palestine sont aujourd'hui emprisonnés, blessés ou décédés. La société de demain



devra se faire avec nous. Nous y avons notre place. Nous devons la prendre". Lorsqu'on l'interroge sur les effets d'un tel bouleversement sur l'équilibre des rôles, sur la répartition des responsabilités, Nareman Ibrahim Farag Allah reste prudente: "Il faudra du temps. Mais, déjà quelques questions sérieuses se posent, des questions qui suscitent débats dans les émissions féminines que nous diffusons. En Palestine, par exemple, c'est à l'homme que revient la charge d'assumer l'entretien de la famille. Comment les choses vont-elles évoluer si leurs compagnes gagnent leur vie? Les femmes vont-elles accepter de partager leurs gains dans les foyers, et que va-t-il en découler?" Trop tôt pour y répondre, assure-t-elle. "Seule certitude: un salaire ne suffit plus. Les choses vont donc changer. Et l'on re-

marque déjà, dans ma génération, que de plus en plus nombreux sont ceux qui recherchent des femmes susceptibles de les aider, d'apporter leur part à la vie du ménage".

LES FEMMES RESTENT TRÈS MINORI-TAIRES SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

A Gaza, la part des femmes sur le marché du travail reste marginale: à peine 20% d'entre elles travaillent. Son emploi, Nareman Ibrahim Farag Allah l'a trouvé après plusieurs mois de chômage. Et, sans doute, n'est-ce que ce grâce à ce dispositif d'emploi "aidé" géré conjointement par le ministère des Finances palestinien et la centrale syndicale du même nom qu'elle a été embauchée. Qu'importe, elle a eu ce qu'elle voulait: un poste qualifié dans un domaine qui traite de sujets qui lui tiennent à cœur, qui lui permettent tous les jours de mettre sa passion pour la mise en scène sonore au service de l'information et de l'éducation de plusieurs dizaines de milliers de travailleurs.

Mais elle concède que son espoir actuel serait de pouvoir immigrer. Partir à Dubaï, comme l'une de ses sœurs, pour se construire une vie meilleure que celle qu'elle pourrait projeter ici, s'offrir là-bas, dans ce Golfe qui fait encore beaucoup rêver, d'autres perspectives que celles que peut lui offrir aujourd'hui la bande "prison" de Gaza. "Mes parents sont d'accord. J'espère pouvoir partir. Mais, je reviendrai. C'est sûr..." ●

PROPOS RECUEILLIS PAR MARTINE HASSOUN

Japon: "J'avais tendance à penser que les syndicats appartenaient au passé!"

Yasuyuki Kaneko travaille en qualité de coordinateur jeunesse de la Confédération des syndicats du Japon RENGO. Il était à la tête de la délégation de jeunes syndicalistes japonais qui a assisté au Congrès de la CISL à Miyazaki, en décembre 2004.

● Pourquoi avez-vous choisi d'adhérer à un syndicat?

Lorsque j'étais sur le point d'obtenir ma licence universitaire, je désirais travailler pour une organisation non gouvernementale ou un laboratoire d'idées. Cependant en 1995, au lendemain de l'explosion de la bulle financiè-

re au Japon, les chercheurs d'emploi se trouvaient face à un mur. Il était vraiment difficile pour les nouveaux licenciés de trouver un emploi satisfaisant dans une entreprise de leur choix. C'est alors que je suis tombé sur une offre d'emploi de RENGO. Je suis allé à l'entrevue sans rien savoir à propos de RENGO. J'avais, bien entendu, appris ce qu'était le mouvement syndical lorsque j'étais à l'école, mais j'étais convaincu qu'il s'agissait d'une histoire du passé, que le mouvement syndical était mort et enterré!

● Y a-t-il des problèmes particuliers aux jeunes travailleurs au Japon?

Nous sommes très inquiets pour notre avenir, lorsque nous serons vieux, car le gouvernement tente d'introduire une réforme du régime des pensions. Notre société vieillit rapide-

ment, et le taux de natalité est, en revanche, bas. Lorsque je serai vieux, je sais que la proportion de jeunes travailleurs qui devront subvenir aux personnes âgées aura fortement diminué.

● Comment les jeunes sont-ils représentés au sein de RENGO?

Auparavant RENGO était doté d'un Comité des jeunes mais suite à la réforme de l'organisation en 1995, le Comité des jeunes a fusionné avec le Comité d'organisation et le Comité des jeunes a donc cessé d'exister. Les affiliés ont attribué cette fusion à la décision de mettre en œuvre les activités pour les jeunes à l'échelon local plutôt qu'au niveau du siège central.

Puis ils se sont tous mis à se rejeter l'un l'aut-

re la responsabilité de la jeunesse, jusqu'au moment où plus personne n'était responsable des activités des jeunes.

C'est alors que des voix ont commencé à s'élever réclamant une centralisation des activités des jeunes au niveau du siège central de RENGO. Si les demandes initiales en ce sens émanaient surtout de membres plus jeunes de RENGO, les instances exécutives de RENGO ont peu à peu commencé à prendre conscience de l'importance des jeunes, ainsi que des femmes. RENGO a envoyé des délégations en Europe pour tirer des enseignements de l'expérience des syndicats européens en matière d'activités pour les jeunes. Une de ces délégations s'est rendue en Suède, au siège de la CISL et au Royaume-Uni. Par la suite, nous avons mis sur pied le Programme d'activités pour les jeunes, en 2002. Nous sommes fermement décidés à entreprendre davantage de projets de notre propre initiative au lieu de dépendre des membres plus âgés.

● Quelle est l'attitude de la jeunesse japonaise vis-à-vis des syndicats?

Je pense que les activités des syndicats se déroulent généralement de façon très invisible, et les jeunes ne sont dès lors pas au courant des initiatives dans lesquelles les syndicats sont engagés ni des avantages générés par de telles activités.

Et –peut-être s'agit-il d'un particularité du Japon– mais au Japon il existe une multitude de



syndicats qui fonctionnent à l'échelon d'entreprises individuelles. Aux termes de la législation japonaise, tous les travailleurs au sein d'une même entreprise ont droit à un traitement égal. Autrement dit, si certains travailleurs s'efforcent au maximum pour améliorer leurs conditions de travail, le fruit de leurs efforts est partagé par tout l'effectif. Dans un tel contexte, les travailleurs non syndiqués se disent "génial, je ne dois rien faire". Ce genre d'attitude est très répandu au Japon. A présent, certains jeunes membres syndicaux commencent à dire: "peut-être qu'on n'a pas besoin d'un syndicat".

● Que pouvez-vous faire pour mieux fai-

re passer votre message parmi les jeunes?

● Nous devons recourir au Programme d'activités pour la jeunesse.

Les personnes qui participent à ces projets sont des représentants de la fédération des travailleurs de l'industrie et des sections locales de RENGO.

Ces derniers sont chargés de la mobilisation de jeunes travailleuses et travailleurs. L'idée consiste à générer une certaine synergie – une sorte de réaction en chaîne. Nous pourrions démarrer ces activités dès que nous serons de retour dans nos villes respectives. Les autres jeunes travailleuses et travailleurs syndiqué(e)s qui ont assisté au Congrès mondial étaient tellement impressionnés. Chaque soir, nous sommes sortis prendre un verre ensemble, et ces rencontres se sont poursuivies jusque tard dans la nuit. A présent nous sommes fermement décidés à nous mobiliser dès notre retour.

● Quelles impressions le Congrès a-t-il suscité chez les jeunes membres?

Nous avons été surpris de constater que les autres pays du monde se trouvent confrontés aux mêmes sortes de difficultés en ce qui concerne les enjeux de la jeunesse. Cela nous a permis de réaliser que le Japon ne vit pas dans un vide – que nous faisons partie du monde. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR SAMUEL GRUMIAU

Mongolie: "Renforcer la voix des jeunes"

Amarsanaa Enebish est chargé des relations extérieures à la Confédération des syndicats mongoliens. Il est aussi membre de la commission de jeunesse de la CISL.

● Quels sont les principaux problèmes auxquels sont confrontés les jeunes que vous représentez?

Le principal problème est le chômage. Le taux de chômage est très élevé en Mongolie et dans toute la région. Les jeunes qui ne parviennent pas à trouver un emploi n'ont aucune occupation. Ils dépendent de leurs parents. Il existe des débouchés pour les jeunes, mais le niveau de qualification exigé est très élevé. Vous devez posséder un excellent cursus et être compétent. Vous devez également être très motivé. De très nombreux jeunes ne peuvent pas répondre à ces exigences et donc ne trouvent pas de travail.

● Dans quels types de secteur les jeunes travaillent-ils?

De nombreux jeunes travaillent dans le secteur de haute technologie des TI. Les jeunes qui possèdent des compétences technologiques trouvent très facilement de l'emploi en Mongolie. Les autres travaillent dans des



banques, dans le secteur touristique, dans des restaurants et des bars. Ces secteurs sont très divers, mais connaissent des problèmes communs. Tout d'abord, les jeunes qui débarquent sur le marché du travail doivent mettre leurs connaissances et leurs compétences à jour, or les occasions de se former sont inexistantes sur leur lieu de travail. Ensuite, les salaires de ces jeunes sont très bas. Les premiers engagés sont aussi les premières victimes des réductions des dépenses.

● Quelle est la proportion de jeunes syndicalistes?

Près de 250000 personnes sont membres d'un syndicat en Mongolie. 46% de nos membres sont des jeunes de moins de 35 ans. Ce chiffre est relativement élevé, mais il illustre bien la nature de la main-d'œuvre : 57 % de la population active sont âgés de moins de 35 ans. Le problème, c'est qu'en dépit de ce grand nombre de membres, le taux de participation des jeunes au sein des syndicats est faible. Lorsqu'une personne commence à travailler, elle devient automatiquement membre d'un syndicat, souvent sans le savoir.

● Comment la Confédération tente-t-elle alors d'encourager les jeunes à être plus actifs au sein de leur syndicat?

Le mouvement syndical doit renforcer le poids de la voix des jeunes dans le processus décisionnel. Suite au manque de participation active des jeunes membres, les fédérations sont aux mains des plus vieux, et les jeunes n'en tirent aucun bénéfice. Nous devons tout d'abord créer des structures pour la jeunesse. Nous conseillons aux fédérations industrielles de créer des structures pour la jeunesse. Dès qu'elles en disposeront, nous pourrions travailler activement avec elles. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR SARAH PERMAN

Nigeria: "Nous sommes en première ligne du combat pour la démocratie"

Yemisi Ilesanmi est membre du bureau de lutte contre la discrimination sexuelle et assistante exécutive du président du **Nigeria Labour Congress** (NLC). Elle fait aussi partie de la commission de jeunesse de la CISL.

● Comment vous êtes-vous trouvée impliquée dans le NLC?

En fait, c'est très intéressant. J'ai été amenée à travailler sur des questions relatives à la jeunesse au sein du mouvement syndical car j'étais une étudiante activiste à l'université et par là même très impliquée dans les syndicats. Je faisais partie de la National Association of Nigerian Students (Association nationale des étudiants nigériens). J'étais une meneuse estudiantine. J'ai fondé la National Association of Nigerian Female Students (Association nationale des étudiantes nigérianes) et en ai assuré la présidence pendant deux ans. On m'a demandé de travailler pour le NLC à cause de mon implication en faveur de la jeunesse et de mon activisme pendant mes études. A cette époque, il n'existait aucun bureau dédié à la lutte contre la discrimination sexuelle. J'ai donc été une pionnière de la lutte contre les discriminations sexuelles au sein du NLC.

● Les questions de la jeunesse que vous traitez actuellement sont-elles similaires à celles dont vous vous préoccupiez lorsque vous étiez étudiante?

Et bien oui, car le mouvement étudiant est politiquement fluctuant et ses préoccupations ne se limitent pas aux questions liées aux études. Les problèmes auxquels les jeunes doivent faire face sont des problèmes économiques, sociaux et politiques plus vastes. Prenez la démocratie. A l'université, nous combattons pour la démocratie dans le pays et les étudiants étaient en première ligne de ce



combat. Ils descendaient dans la rue. Ils ne s'intéressaient pas uniquement aux frais d'inscription ou à d'autres questions. A mon entrée dans les syndicats, j'ai découvert qu'eux aussi étaient confrontés à un aspect plus vaste des choses. Le pays considère le travail comme son messie.

● Quels sont les grands problèmes auxquels sont confrontés les jeunes actifs au Nigeria?

La situation est très triste car le chômage est très répandu au Nigeria. J'ai de la chance d'avoir un poste de syndicaliste à temps plein. Il y a tant de jeunes gens qui pourraient être très utiles dans le milieu du travail mais ne parviennent pas à trouver un emploi.

En outre, les syndicats ne pensent pas à encourager la participation des jeunes à leurs activités. Même si les syndicats sont présents sur le lieu de travail, un comité électoral est déjà en place. Les jeunes se demandent ce que tous ces vieux fabriquent dans toutes ces réunions, et quand ils se décident à poser des questions, ils sont mis à l'écart. En fait, les jeunes manquent vraiment d'occasions.

● De quelle manière tentez-vous de chan-

ger cela dans votre travail?

Comme je vous l'ai dit, je défends la cause féminine. Femmes et jeunes sont liés car nos problèmes sont semblables. J'essaie de faire comprendre aux jeunes de mon organisation que nous ne pouvons pas simplement nous asseoir et laisser ces personnes plus âgées nous ignorer. Heureusement mon Président actuel encourage la cause de la jeunesse et je pense que nous aboutirons à des propositions qu'il soutiendra. On ne peut pas dire la même chose d'autres syndicats affiliés. Toutefois, si nous avons le soutien du Président du Nigeria Labour Congress, nous pourrions proposer des idées et des politiques. Les syndicats n'ont pas voulu accepter la politique que nous avons développée en matière de discrimination sexuelle, mais comme nous avons pu bénéficier du soutien du Président, cette politique a été mise en œuvre dans tous les syndicats affiliés. Lors de la conférence des délégués nationaux, nous l'avons votée, fait pression en sa faveur, et elle a été signée. Je pense que nous pouvons faire de même pour la politique en faveur de la jeunesse au sein du Nigeria Labour Congress.

● Que revendique votre politique en faveur de la jeunesse?

Notre politique sur l'égalité des sexes prônait la discrimination positive pour les femmes. Je pense que nous devrions commencer à l'envisager pour les jeunes. Je crois que la discrimination positive est très, très importante si l'on veut voir la jeunesse avancer. Nous devrions également nous pencher sur le chômage et la création d'emplois. Nous devrions parler de l'éducation que reçoivent les jeunes pour se préparer au monde du travail. Nous devrions fournir un effort conscient pour leur tendre la main et les organiser à un niveau informel. Mais nous ne devons pas nous contenter de créer un réseau – nous devons être capables de faire de ces personnes des membres à part entière de nos syndicats. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR SARAH PERMAN

Yemen: "La première priorité, c'est l'éducation"

Hakeima Ahmad Al-Rukhmiu, 32 ans, est assistante médicale, spécialisée comme aide sage-femme. Elle est responsable de la section des femmes de son syndicat, le GFWTUY.

● Quelle est la situation des femmes travailleuses dans le secteur de la santé au Yémen?

Elles font face à beaucoup de discriminations. L'inégalité salariale est fréquente, et

surtout, en matière de promotion, la priorité est donnée aux hommes. Même si les femmes sont très qualifiées, elles sont bloquées dans leur ascension professionnelle. Dans les syndicats, c'est pareil. Grâce à un travail de sensibilisation pour faire comprendre aux hommes que les femmes ont les mêmes capacités, on est aujourd'hui parvenu à ce que 35 femmes soient élues comme responsables syndicales dans ma région pour représenter un total de 1.500 travailleuses syndiquées.

● Comment avez-vous commencé vos activités syndicales?

Je suis membre du syndicat du secteur de la

santé depuis 1992. Il y a deux ans, à la faveur de l'organisation des premières élections syndicales (avant, les postes étaient attribués par nomination), j'ai été élue à la tête de la section des femmes, poste auquel j'ai été réélue il y a quelques mois. De 1992 à 1997, j'ai participé à la mise sur pied d'un programme éducatif soutenu par notre centrale nationale. Ce programme consiste à offrir une formation sanitaire aux femmes yéménites, afin d'améliorer leur situation dans notre pays. Avec le diplôme qu'elles obtiennent à l'issue du programme éducatif, les femmes reçoivent aussi l'assurance du gouvernement de trouver un emploi.

Quels sont les obstacles principaux à une plus grande participation des femmes sur le marché du travail et dans les syndicats?

Le problème vraiment fondamental, c'est le très faible niveau d'éducation. Le taux d'analphabétisme chez les femmes est terrible (plus de 70% dans les zones rurales). La pauvreté extrême rend l'accès à l'éducation très difficile pour les filles des régions les moins développées. Les mentalités traditionnelles aussi freinent les femmes. L'éducation, c'est vraiment notre premier souci. En 2003 et 2004, avec des organisations coopérantes, on a organisé neuf séminaires pour développer les compétences professionnelles des femmes comme des hommes dans toute une série de secteurs.

Cette grande pauvreté est aussi la cause du travail des enfants, un phénomène très répandu au Yémen. Parfois ces enfants sont occupés à des travaux très dangereux, nécessitant notamment l'emploi de produits chi-



miques. D'autres enfants sont l'objet de trafic vers l'Arabie Saoudite, où ils sont soumis à toute une série de mauvais traitements.

● Concrètement, comment les femmes font-elles pour participer aux activités syndicales tout en assumant les responsabilités familiales qui reposent inégalement sur leurs épaules?

Je suis veuve, je n'ai qu'une petite fille, alors ce n'est pas trop difficile pour moi d'assumer mes responsabilités syndicales en parallèle avec mes activités familiales et professionnelles. Mais c'est vrai que pour beaucoup d'autres femmes, c'est beaucoup plus compliqué. C'est pourquoi on organise nos ateliers l'après-midi pour leur permettre de s'organiser pour travailler et pour assurer leurs tâches familiales le matin. C'est très important pour nous de tenir compte des contraintes des femmes pour faciliter au maximum leur participation. La plupart s'organisent très longtemps à l'avance pour pouvoir venir, et elles se préparent pour nos réunions comme si elles allaient à une fête. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR NATACHA DAVID

Europe de l'Est: "L'industrie est à l'agonie et le taux de chômage atteint des sommets."

Aleksandra Vitorovic est la présidente du département jeunesse de la confédération des syndicats Nezavisnost et la coordinatrice du réseau de jeunes de la CISL pour l'Europe de l'Est.

● Quels sont les sujets qui unissent les confédérations de syndicats de votre région?

En fait nous avons beaucoup en commun. Le réseau comporte neuf confédérations de syndicats d'Albanie, de Bosnie-Herzégovine, de Croatie, de Macédoine, du Kosovo, de Serbie et du Monténégro. La plupart de ces pays sont d'anciennes républiques de Yougoslavie et sont donc confrontés à des difficultés presque identiques. Le problème principal est le chômage, car ces pays sont dans une phase de transition. Du fait de la guerre, des bombardements et des sanctions, l'industrie de ces pays est à l'agonie et beaucoup de personnes sont sans emploi.

Face à cette situation, les jeunes doivent accepter le moindre emploi offert, quel qu'il soit. Et s'ils ne peuvent pas trouver un poste stable, ils acceptent de travailler dans l'économie parallèle, sans être déclarés. Ils n'ont donc aucun droit, aucune sécurité sociale, aucun accord, aucune convention collective et aucune possibilité de s'affilier à un syndicat. Il est vraiment difficile de recruter et d'organiser ces jeunes.

● Comment essayez-vous d'organiser ces jeunes?

Ils sont simplement des membres potentiels. En Serbie, environ un million de personnes sont au chômage. C'est vraiment un chiffre énorme car la Serbie n'est pas un grand pays.



En comptabilisant la population du Monténégro, on arrive à 10, 5 millions de personnes en tout. Le droit du travail stipule que les syndicats peuvent recruter et organiser des employés, pas des ouvriers. Ce qui signifie que nous ne pouvons pas nous adresser aux chômeurs, aux personnes travaillant sans être déclarées ou encore aux retraités. Nous devons modifier cette législation.

● Le nouveau gouvernement est-il favorable à l'idée de renforcer les droits des syndicats?

Nous attendons de voir... car ce gouvernement est très récent. J'espère néanmoins que les relations avec les syndicats n'existeront pas que sur le papier mais impliqueront un réel dialogue. Personnes travaillent dans l'économie parallèle ne représente pas uniquement un problème pour les syndicats mais aussi pour le gouvernement, car ces travailleurs ne

paient pas d'impôts et ne contribuent pas au budget national. C'est aussi un problème pour les employeurs. Les représentants des organisations d'employeurs affirment que la situation est injuste pour leurs salariés car les travailleurs au noir reçoivent plus d'argent que ceux qui paient des impôts.

● Quelles sont vos relations avec le gouvernement?

Il y a trois confédérations de syndicats en Serbie: l'ancienne, liée au gouvernement de Slobodan Milosevic, une nouvelle liée au nouveau gouvernement, et la mienne, Nezavisnost. Ma confédération est la plus importante et, comme son nom l'indique, indépendante. Nous essayons vraiment d'agir comme un syndicat indépendant et de protéger les droits et les intérêts des travailleurs. Nous essayons de collaborer avec chacun d'entre eux. Nous devons être impliqués dans le processus politique pour pouvoir essayer de changer les lois. C'est la seule manière d'y parvenir.

● Quelle est la fréquence des réunions du réseau jeunesse de la CISL dans votre région? Etes-vous un réseau "virtuel" ou vous rencontrez-vous en chair et en os?

Géographiquement, le réseau est très bien organisé. Dernièrement, nous nous sommes réunis cinq fois en un an. Le problème, c'est qu'aucun budget réel n'est alloué au niveau régional de la CISL. Il est donc toujours difficile de se réunir. Nous possédons notre propre site Internet. C'est très important, non seulement pour nous mais également pour les membres potentiels et les ONG qui sont confrontés aux mêmes problèmes et avec qui nous entretenons une bonne collaboration. Il est crucial de leur faire savoir que nous existons et de les informer des actions que nous entreprenons. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR SARAH PERMAN

Agir contre le VIH/SIDA

Le VIH/SIDA touche les jeunes de manière disproportionnée. L'épidémie les prive de l'accès à l'éducation et réduit leurs perspectives d'emploi. Partout dans le monde, les jeunes syndicalistes sont au premier rang de la lutte contre le VIH/SIDA au travail.

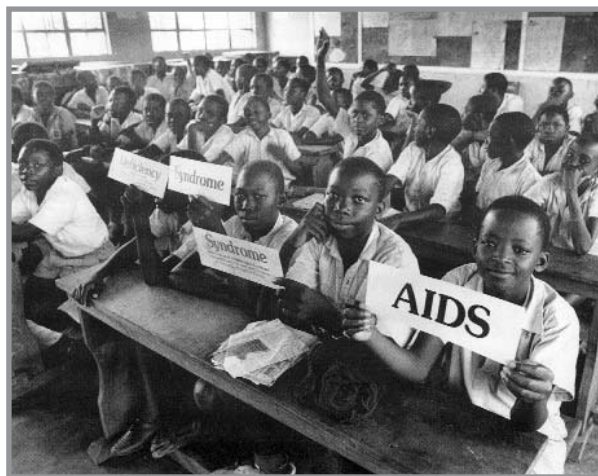
Le SIDA est une catastrophe humanitaire à l'échelle planétaire. En 2004, l'épidémie a coûté la vie à plus de trois millions de personnes, dont un demi-million d'enfants. A la fin de cette même année, près de 40 millions de personnes vivaient avec le SIDA; les estimations pour la même époque portaient à 4,9 millions le nombre de personnes nouvellement infectées par le virus.

Cette épidémie mondiale constitue une menace grave pour le développement durable. Les taux d'infection les plus élevés se situent dans les pays les plus pauvres du monde. En Afrique subsaharienne, où le SIDA atteint des proportions dévastatrices, les services de santé manquent des capacités requises pour apporter une réponse adéquate. Des populations entières se trouvent condamnées à une espérance de vie réduite et à une pauvreté accrue. Les ravages du SIDA gommant des décennies de progrès sociaux et économiques.

QUELS SONT LES DÉFIS À RELEVER?

Malgré l'augmentation des fonds disponibles, l'engagement accru des décideurs politiques et la reconnaissance croissante de l'impact du VIH/SIDA, l'étendue de l'épidémie a, jusqu'à présent, amplement dépassé la réponse. L'impact le plus dévastateur du VIH/SIDA est ressenti au niveau des jeunes. D'après des estimations, 10 millions de jeunes vivaient avec le VIH/SIDA à la fin de 2003. Un grand nombre de ces malades étaient des femmes. Près de la moitié des nouvelles infections touche la catégorie d'âge de 15 à 24 ans. Le SIDA compte parmi les principales causes de mortalité chez les enfants de moins de cinq ans. Il y a près de 15 millions d'orphelins du SIDA de par le monde à l'heure actuelle.

Le VIH/SIDA réduit les perspectives des jeunes d'accéder à l'éducation et au travail. Les jeunes doivent quitter l'école pour s'occuper de leurs parents ou de leurs frères et sœurs malades. D'autre part, les jeunes vivant dans des ménages où les parents sont décédés ou gravement malades sont contraints de travailler pour suppléer aux maigres revenus de la famille. Dans de nombreux pays, la mort prématurée de parents prive les jeunes des connaissances et du savoir-faire qui sont normalement transmis de génération en génération, et qui



sont indispensables à la survie économique des jeunes adultes.

Les principaux défis à relever incluent:

- L'incidence croissante de l'épidémie sur les femmes – Le SIDA touche un nombre croissant de femmes et de jeunes filles. Dans certains pays d'Afrique australe, la probabilité de contracter le virus est trois fois plus élevée chez les jeunes femmes que chez les jeunes hommes. Le fardeau porté par les femmes et les filles est aussi alourdi par le fait que la responsabilité de la garde des personnes malades, dans la famille, repose généralement sur elles.
- L'amélioration de l'accès au traitement anti-rétroviral – Seulement 7% des personnes nécessitant un tel traitement dans les pays en développement ont accès aux ARV.
- La promotion accrue des programmes de prévention de la transmission du VIH, notamment en ce qui concerne la transmission de la mère à l'enfant.
- L'élimination des stigmatisations et des discriminations fondées sur le statut VIH – Les préjugés ont pour effet d'accroître la vulnérabilité des personnes au VIH et privent les secteurs marginalisés de la population de l'attention dont ils ont besoin.
- L'aide aux orphelins du SIDA – En Afrique subsaharienne, on estime que 12 millions d'enfants ont perdu un ou deux parents à cause du VIH/SIDA. Un grand nombre de ces enfants ne reçoivent pratiquement aucun soutien.

LES JEUNES, PREMIERS CONCERNÉS

Comme près de la moitié des personnes nouvellement infectées par le VIH sont des jeunes, l'évolution de l'épidémie dépendra de l'efficacité des efforts de prévention réalisés auprès de cette population et de l'accès au traitement proposé aux personnes infectées. Les syndicats ont un rôle important à jouer pour que

leur action sur le VIH/SIDA atteigne bien les jeunes, y compris là où ils ne reflètent pas nécessairement le profil des membres syndicaux.

Comme activistes et militants, les jeunes sont armés de la force nécessaire pour mener la lutte contre le VIH/SIDA. Par leurs victoires dans le domaine de l'organisation et de la lutte contre les atteintes aux droits du travail, les jeunes syndicalis-

tes ont prouvé qu'ils sont les mieux placés pour communiquer et travailler avec les jeunes. Ces travailleuses et travailleurs peuvent aiguiller les changements au sein des syndicats en demandant que des questions critiques et difficiles telles que le VIH/SIDA occupent une place plus importante et soient traitées selon des approches plus novatrices.

Dans une déclaration récente, Kofi Annan, secrétaire général de l'ONU a donné la mesure de l'importance de la lutte menée par les jeunes contre le VIH/SIDA: "Là où les politiciens négligent l'action, les jeunes font montre de la volonté et de l'intégrité requises pour placer le SIDA au centre de l'ordre du jour. Alors que de nombreux adultes cherchent refuge dans la dénégation, les jeunes ont le courage d'aborder le problème de front."

Nombre de syndicats ont travaillé d'arrache-pied à l'élaboration d'une réponse aux menaces économiques et sociales posées par l'épidémie. Le manque de compétences et de main-d'œuvre, l'impact dévastateur sur les ménages, les répercussions de l'épidémie en termes de perte de productivité économique et de diminution des effectifs ont poussé les syndicats à agir. Les syndicalistes ont compris que le lieu de travail procure un environnement idéal pour la mise en œuvre d'initiatives dans les domaines de la prévention, du traitement, de l'attention et du soutien aux malades.

Une part importante des efforts ont concerné la protection des travailleurs au travers de politiques et conventions collectives axées sur le lieu de travail. L'action syndicale se base sur Le code de pratique de l'OIT sur le VIH/SIDA et le monde du travail (voir encadré). Le Code inclut des dispositions importantes relatives à la prévention, la non-discrimination et la sécurité de l'emploi pour les personnes touchées par le VIH/SIDA.

L'éducation et l'information visant à renforcer la sensibilisation et à impulser

un changement dans les attitudes ont été au centre de nombreux programmes mis en œuvre sur les lieux de travail. Ces programmes se basent sur les points forts des syndicats: leur proximité avec les membres et leur savoir-faire dans le domaine des programmes d'éducation par les pairs.

En Ouganda, les syndicats ont ciblé les activités de prévention sur le secteur informel. Le niveau élevé de pauvreté et d'analphabétisme dans le secteur agricole a poussé une organisation syndicale, l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation (UITA), à exploiter l'expression théâtrale pour faire passer son message sur le SIDA. Son action a été ciblée sur les plantations où les campements de travailleurs ont été un facteur contributif aussi bien de la propagation que de la prévention de la maladie. Omark Amuko, représentante de l'UITA en Ouganda explique: "Les employé(e)s des plantations sont particulièrement vulnérables. Les conditions présentes dans les campements favorisent la propagation du VIH. Il n'est pas rare de voir jusqu'à 1.000 familles vivent dans un même campement. La pauvreté y est très élevée. La prostitution est aussi très présente."

Les syndicats du transport ougandais ont adopté une approche similaire. A travers la distribution de préservatifs et les pièces de théâtre, Romano Ochieng tente d'engager un changement des comportements parmi les travailleurs du transport qu'il représente. En sa qualité de coordinateur VIH de la Fédération internationale des ouvriers du transport (ITF), Romano s'occupe depuis 1999 de deux groupes de personnes à haut risque: les routiers et les prostituées qui travaillent aux arrêts routiers. Romano est clair sur une chose: l'action était impérative pour

la survie du syndicat.

Les programmes de soins et de traitements ont aussi été à la base de la réponse syndicale. L'ICEM, Fédération internationale des syndicats de travailleurs de la chimie, de l'énergie, des mines et des industries diverses, a lancé récemment un programme ambitieux de création de centres médicaux dans les entreprises minières. Ce programme assurera une attention de base et fournira des ARV aux travailleurs, à leurs familles et aux communautés vivant à proximité des principales exploitations. Reg Green, responsable de la santé et la sécurité de l'ICEM, nous explique le principe de fonctionnement de ce programme: "Nous avons dit que pour que ça en vaille la peine, il fallait mettre en place des cliniques sur les lieux de travail. Un problème qu'on retrouve dans la plupart de ces endroits est l'absence d'infrastructure médicale. Si on fournit des anti-rétroviraux en l'absence d'une infrastructure adéquate, on risque de provoquer une résistance au traitement. Dans les zones rurales, c'est-à-dire là où vit la majorité de nos membres, il est encore moins probable de pouvoir disposer d'une infrastructure adéquate."

Aux Philippines, les syndicats ont depuis longtemps joué un rôle actif dans les programmes de lutte contre le VIH. Outre les programmes d'éducation par les pairs, le Congrès philippin des syndicats (TUCP) soutient un réseau de 14 centres médicaux qui fournissent des soins et des services de santé génésique, y compris des conseils sur le VIH/SIDA. A ce jour, près de 200.000 travailleurs et leurs familles ont bénéficié de ce programme.

Les Global Unions ont récemment effectué un "sondage" pour identifier les

réponses syndicales à l'épidémie du VIH/SIDA. Les résultats de cet exercice ont fait apparaître un éventail impressionnant d'initiatives. Cet examen a surtout permis de démontrer le pouvoir d'action du mouvement syndical dans la lutte contre l'épidémie du VIH/SIDA à travers l'exploitation des structures mondiales et sectorielles et l'accès direct qu'ont les syndicats à leurs membres. En forgeant des alliances mondiales, sectorielles ou nationales, les syndicats occupent une position stratégique pour lutter contre l'épidémie du SIDA.

Le rapport a également mis en lumière les obstacles auxquels les syndicats se trouvent confrontés: le manque de ressources, les problèmes liés à la capacité et la rotation importantes des membres, etc. Pour bon nombre de syndicats, le défi consistera à passer d'un programme ou d'un séminaire isolé à une action régulière, pleinement intégrée à la culture du syndicat.

Cela étant dit, les perspectives pour une action conséquente sur le VIH/SIDA sont présentes. Pour Clementine Dehwe, coordinatrice de Global Unions sur le VIH/SIDA à Bruxelles, il ne fait pas de doute que tous les syndicats doivent agir sur cette problématique: "Les syndicats sont là pour protéger les intérêts de leurs membres. Le VIH et le SIDA touchent à la question essentielle des droits humains, et les droits humains sont aussi des droits syndicaux." ●

Références: Code de pratique de l'OIT sur le VIH/SIDA.

Rapport 2004 sur l'épidémie mondiale du SIDA. ONUSIDA.

Mise à jour sur l'épidémie du SIDA décembre 2004. ONUSIDA.

Exercice perceptuel des Global Unions sur le VIH/SIDA 2004.

"Qu'advient-il de notre pays?"

Bongji Ndlovu travaille au service de la confédération syndicale sud-africaine FEDUSA où elle est chargée de la section des jeunes. Elle nous a parlé de l'action de la FEDUSA dans le domaine du VIH/SIDA, lors d'une récente réunion du Comité des jeunes de la CISL. "En Afrique du Sud, le VIH/SIDA touche tous les secteurs de la société mais spécialement les jeunes. Des jeunes de 16 ans doivent quitter l'école pour remplir le rôle de mère auprès de leurs frères et sœurs.

Les confédérations syndicales sud-africaines (COATSU, FEDUSA et NACTU) ont uni leurs forces, avec le soutien de l'*American Solidarity Centre*. Elles ont prêté leur concours financier à cette campagne pour fournir aux jeunes syndicalistes une formation en matière de lutte contre le VIH/SIDA. La campagne

couvre en outre le développement de compétences en matière de direction syndicale pour préparer les jeunes à mener des négociations collectives et à traiter des questions syndicales spécifiques, notamment l'assistance en cas de séropositivité et le dépistage du VIH/SIDA.

Aujourd'hui, les attitudes sont en train de changer. Au début -je parle d'il y a environ trois ans - nous nous trouvions face à un mur. La discrimination apparaissait dès le moment où un collègue apprenait que vous aviez le SIDA. La FEDUSA a fourni des formations aux délégués syndicaux pour les préparer à aborder cette question avec les patrons. Nous devons aussi former les employés - les employeurs ne sont pas seuls à faire de la discrimination. Les employés pensent souvent que les personnes atteintes du VIH/SIDA sont sur le point de mourir, ce qui rend leur situation encore plus difficile. C'est pourquoi nos

formations couvrent trois groupes: les employeurs, les employés et les délégués syndicaux. Il s'agit d'une formation à la prévention du VIH et au développement de meilleures pratiques au travail.

Chacun des trois groupes s'est félicité de la formation. Les gens vont plus facilement passer des tests car ils savent qu'on ne pourra pas les discriminer pour autant. Les gens se montrent plus prévenants. Ils sont désormais mieux informés.

Le VIH/SIDA a une incidence terrible sur l'économie car il décime les jeunes en Afrique du Sud; Il s'agit d'une véritable hécatombe. Il y a de plus en plus d'orphelins. Ils ne peuvent pas aller à l'école. L'avenir d'un pays est dans sa jeunesse mais les jeunes sont laissés pour compte. Cette hécatombe va tôt ou tard paralyser notre économie. Sans les jeunes, qu'advient-il de l'Afrique du Sud?"

Abolissons la pauvreté

En 2005, des centaines d'organisations de jeunes et de syndicats de par le monde ont choisi de faire campagne pour appeler les leaders mondiaux à faire beaucoup plus pour mettre fin à la pauvreté.

La campagne, connue sous la dénomination "Action mondiale contre la pauvreté" ou, dans certains pays, "Abolissons la pauvreté", est une coalition d'organisations qui ont pris l'engagement d'obliger les dirigeants mondiaux à tenir leurs promesses et à agir contre la pauvreté en 2005.

L'Action mondiale contre la pauvreté est une coalition d'ONG, de réseaux internationaux, de syndicats, de groupes religieux et d'autres organisations de la société civile qui ont décidé d'entreprendre une action conjointe et de se mobiliser à des moments-clés en 2005. Ils se proposent d'unir symboliquement les différentes actions par le port d'un bandeau blanc. Cette coalition revendique l'instauration d'un commerce équitable, l'annulation de la dette, l'augmentation de l'aide et des efforts nationaux aux fins de réduire la pauvreté.

LES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT

La campagne a pour point focal la réalisation des "Objectifs du Millénaire pour le développement". Les huit objectifs du Millénaire entérinés par les gouvernements à l'ONU en septembre 2000 sont fondés sur un engagement capital: arracher des millions d'êtres humains à la pauvreté extrême. A défaut de pouvoir éradiquer définitivement le phénomène de la surface de la terre, les gouvernements pourraient, à travers cette politique, mener une action efficace pour réduire l'extrême pauvreté, la faim et la maladie dans le monde.

La réalisation de ces objectifs implique que les pays pauvres assument la responsabilité principale d'une administration plus efficace, d'une transparence accrue vis-à-vis du citoyen et d'une utilisation plus probante des ressources. Il faut aussi que les pays riches s'acquittent de leur part du marché – et fournissent aide, allègement de la dette et commerce équitable.

Il est possible d'atteindre ces objectifs. Le projet du Millénaire des Nations unies, un organe consultatif indépendant dirigé par le Professeur Jeffrey Sachs, a soutenu que la pauvreté mondiale pourrait être réduite de moitié dans la prochaine décennie. Tout en reconnaissant les obstacles à l'accomplissement de cette ambition, un récent rapport (1) a établi un cadre opérationnel qui permettrait même aux pays les plus pauvres d'atteindre les Objectifs



du Millénaire pour 2015. Selon le rapport, "Les solutions pratiques existent. Le cadre politique est établi. Et pour la première fois, le coût en est tout à fait abordable ... Seule l'action est requise."

Les progrès réalisés en vue d'atteindre les objectifs établis se sont toutefois avérés désespérément lents. L'objectif pour 2005 en matière d'éducation n'est d'ores et déjà pas atteint. En Afrique sub-saharienne et en Asie occidentale, le nombre de personnes vivant dans une pauvreté extrême a même augmenté depuis 1990.

L'EMPLOI DES JEUNES: UNE SITUATION CRITIQUE

Ce point précis ne figure pas parmi les huit Objectifs du Millénaire. Il est toutefois reconnu que la création d'emplois de qualité pour les jeunes sera un facteur-clé pour atteindre l'ensemble de ces ambitions. Le chômage n'est qu'un des problèmes auxquels font face les jeunes. Une grande partie des jeunes sont sous-employés. De nombreux jeunes se trouvent confinés dans des emplois temporaires, non sécurisés et même dangereux. Beaucoup d'entre eux font un nombre d'heures excessif pour de bas salaires et dans de mauvaises conditions. Ils ont en outre peu de droits, peu de bénéfices sociaux ou une protection syndicale minimale.

C'est maintenant que les syndicats doivent agir pour que la promotion d'un emploi décent pour les jeunes figure au centre de l'action pour les Objectifs du Millénaire.

L'APPEL À L'ACTION DE 2005

C'est sous la bannière de l'Action mondiale contre la pauvreté que des centaines d'organisations de jeunes mènent en 2005 une campagne massive de promotion des Objectifs du Millénaire. Ils organiseront des actions mondiales à des moments clés de 2005 et uniront symboliquement leurs actions par le port d'un bandeau blanc. Parmi les dates clés figurent le Sommet du G8 en Ecosse en

juillet, le Sommet des Nations unies sur les Objectifs du Millénaire en septembre, et la Conférence ministérielle de l'OMC à Hong Kong en décembre.

De nombreuses organisations ont d'ores et déjà lancé au niveau local des campagnes de promotion des Objectifs du Millénaire. Des syndicats se sont joints à d'autres groupes dans le cadre des comités de l'Action mondiale contre la pauvreté, qui sont chargés de la coordination des stratégies et actions des campagnes nationales.

Au Royaume-Uni, Nelson Mandela a lancé en février à Trafalgar Square, devant plus de 22.000 personnes, un appel au ralliement pour que "la pauvreté soit reléguée à l'histoire ancienne". Porteur d'un bandeau blanc pendant tout le discours qu'il a tenu avant sa réunion avec les leaders du G7, M. Mandela a déclaré: "Comme l'esclavage et l'apartheid, la pauvreté n'est pas un phénomène naturel. Elle est l'œuvre de l'homme et peut être vaincue et détruite par les actions des êtres humains."

Si vous souhaitez vous engager dans la campagne nationale menée dans votre pays, contactez le siège de votre syndicat, la CISL ou votre fédération syndicale internationale. Vous pouvez consulter le site de l'alliance internationale à l'adresse www.whiteband.org ●

(1) Un rapport publié en 2005 par le Projet du Millénaire des Nations unies

Editeur responsable: Guy Ryder, Secrétaire général

CISL
5 Bld du Roi Albert II, Bte 1,
1210-Bruxelles, Belgique
Tel: ...+32 2 2240211, Fax: ...+32 2 2015815
E-Mail: press@icftu.org
Site Web: <http://www.icftu.org>

Rédaction: Sarah Perman

Rédactrice en Chef: Natacha David